



3

LES DÉPENSES DE LA PRIMATURE SONT PASSÉES DE 38,5 MILLIONS \$ EN 2020 À 75 MILLIONS \$ EN 2025

DANIEL BUMBA
4 **ANNONCE LA DÉMOLITION DES ÉTALAGES AUTOUR DE ZANDO DÈS CE SOIR**

PROJET
7 **ROCADES À KINSHASA PRÈS DE 500 PERSONNES IMPACTÉES DÉJÀ INDEMNISÉES**

REDDY ET AMAZONE FUMENT LE CALUMET DE LA PAIX
11

13 **CRISE À LA FEKACO LES LIGUES APPELLENT AU RESPECT DES INSTITUTIONS ÉTABLIES**

Dr. Claude LUYEYE Bidi

- PNEUMOLOGUE

- ALLERGOLOGUE

- TABACOLOGIE

0032 48 449 0082

Av. Fesanderie N°64 Woluwe St. Pierre

LBC MEDICAL SPRL CIVIL



NL KINSHASA

Bldv du 30 juin (en face de la Chancellerie des Ordres Nationaux)

+243 812 454 031

CONFERENCE DE PRESSE

Vendredi 1^{er} Mai 2026 15H

50€

SUR LE

Podium à BRUXELLES

JOSSART NYOKA LONGO

AU PROGRAMME :

Welcome drink, intermède musical, Présentation des artistes, Jeu de questions et réponses avec le Public, Buffet promenade culinaire.

Place de la rumba, de la danse dans la musique congolaise, La polémique dans la musique congolaise, le Featuring, intermède photo de famille

ROTONDE RUE DOYENNÉ 96-98 1180 UCCLES

Sous le patronage de Son Excellence Émile Ngoy KASONGO à l'occasion de

Anniversaire de l'indépendance

L'ambassade de la Rdcongo organise

du 24 au 30 Juin

Semaine gastronomique et culturelle congolaise

Au programme : Conférence, Exposition, Gastronomie, Concerts

32 cours Albert 1^{er}, 75008 Paris



«Ensemble, nous pouvons faire de tas des choses»

0999947441 - 0819947441

EXPLOREZ

LA RDC
CŒUR DE L'AFRIQUE



TROP DE JOURS FÉRIÉS TUENT LE DÉVELOPPEMENT !

Ça fait polémique. Tout le monde en parle et particulièrement les Chefs d'entreprises. De janvier à décembre, on compte pas moins de 10 jours fériés officiels dans le calendrier annuel en République démocratique du Congo.

À cela s'ajoutent pas moins de cinq journées supplémentaires, improvisées pour célébrer des événements dont la pertinence laisse souvent à désirer.

Plus préoccupant encore, ces jours chômés ne figurent dans aucun calendrier officiel : ils sont décrétés à la hâte, par simple communiqué ministériel, sans arrêté en bonne et due forme, encore moins à l'issue d'un débat en Conseil des ministres.

Et c'est des jours chômés et payés qui se suivent, parfois à un rythme qui interroge sur la valeur que nous accordons au travail. Dans un pays où chaque journée productive compte pour bâtir l'avenir, la multiplication des jours fériés devient un luxe que nous ne pouvons plus nous permettre.

À première vue, les jours fériés sont légitimes : ils honorent l'histoire, célèbrent des valeurs ou offrent du repos aux travailleurs. Mais à quel prix ?

Dans un contexte économique fragile, où l'informel domine et où la productivité reste faible, chaque arrêt prolongé de l'activité nationale ralentit la machine déjà hésitante du développement.

Des administrations fermées, des chantiers suspendus, des entreprises à l'arrêt : ce sont autant d'opportunités perdues.

Pendant que d'autres nations accélèrent leur croissance, nous nous installons dans

un rythme haché, incapable de soutenir une dynamique de transformation durable. Réduire le nombre de jours fériés, ou les réorganiser de manière stratégique, c'est envoyer un signal fort : celui d'un pays qui se met résolument au travail. C'est reconnaître que le développement exige des sacrifices, de la rigueur et une vision tournée vers l'efficacité.

Le Congo de demain ne se bâtira pas dans l'interruption répétée de l'effort, mais dans la continuité, la persévérance et la valorisation du travail.

Jean Pierre Eale ikabea

E - Journal

K I N S H A S A



E-Journal
Agence Temps Libre (ATL)

Fondateur
Jean Pierre Eale Ikabe
Tél. : **0999947441/0819947441**

Directeur de publication délégué
Herman Bangi Bayo
Tél. : **0997298314/0824540759**

Equipe de rédaction :
**Jean Pierre Eale Ikabe, Herman Bangi Bayo,
Espérant Kalonji, Prof Yoka, Socrate Lokondo,
Mandela Lokondo, Paul Bazakana**

Webmaster : **Alain Schwartz**

Design : **Gary Okende**
Infographie : **Sacha Eale**

Administration : **Roger Nsita**
Déléguée commerciale : **Patience Bidi**
Relations publiques : **Trésor Empole**

Représentant France
Ghys Fortune BEMBA DOMBE
Paul Bazakana

e-mail : **agencetempslibre@gmail.com**
Site web : **www.e-journal.info**
Siège : **2, Avenue Mont des arts, Quartier Golf,
C/Gombe-Kinshasa**

Dépôt légal N° **09629571**

Représentant espace Schengen
Augustin MUKADI : 0032465851572

LES DÉPENSES DE LA PRIMATURE SONT PASSÉES DE 38,5 MILLIONS \$ EN 2020 À 75 MILLIONS \$ EN 2025



Les dépenses du cabinet de la Première ministre ont quasiment doublé en cinq ans seulement.

En 2025, les dépenses de la Primature ont culminé à 214 023 496 820 de CDF (75 millions USD au taux de 2850 FC le dollar américain) contre des prévisions estimées à 146 252

028 334 de CDF (51 millions USD), soit un taux d'exécution de 147% ou un dépassement budgétaire de 47%.

Sur les trois gros postes de dépenses de la Primature, l'on note que les rémunérations ont été payées en 2025 à hauteur de 101 498 882 691 de CDF ; les dépenses de prestation (Fonctionnement) pour 97 146 716

567 de CDF et la rubrique Biens et Matériels pour 15 377 897 562 de CDF.

En 2020, les dépenses de la Primature exécutées étaient de 38,5 millions USD, selon la loi sur la reddition des comptes.

DEVANT DOUDOU FWAMBA ET ANDRÉ WAMESO LE FMI ENCOURAGE LA POURSUITE DES EFFORTS EN MATIÈRE DE GESTION MACROÉCONOMIQUE ET DES RÉFORMES



Prenant part aux Assemblées de printemps de la Banque mondiale et du FMI, la délégation de la RDC,

composée notamment du Ministre des Finances et du Gouverneur de la Banque Centrale du Congo, a échangé avec M. Abebe Selassie, Directeur du Département Afrique du Fonds monétaire international.

La partie congolaise a relevé la bonne tenue de la situation macroéconomique du pays, soutenue par la mise en œuvre des réformes, ayant permis notamment l'émission réussie d'un Eurobond de USD 1.25 milliard. Elle a précisé que les ressources mobilisées seront exclusivement orientées vers le financement de projets structurants,

à l'exclusion des dépenses de fonctionnement, et qu'un dispositif de suivi-évaluation sera mis en place afin d'en garantir l'efficacité de l'utilisation.

Pour sa part, M. Selassie a encouragé la poursuite des efforts en matière de gestion macroéconomique et des réformes, tout en recommandant de privilégier le financement de projets rentables, générateurs de recettes additionnelles, et de renforcer le niveau des réserves de change afin d'assurer de manière soutenable le service de la dette.

DANIEL BUMBA ANNONCE LA DÉMOLITION DES ÉTALAGES AUTOUR DE ZANDO DÈS CE SOIR



concernées seront démolies. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la politique de réorganisation du commerce urbain et de libération des espaces publics ».

En parallèle, le marché central de Kinshasa entre dans sa phase finale

Les étalages installés sur plusieurs avenues autour du Grand Marché (Zando) seront démolis dès ce soir à Kinshasa. Le gouverneur de la ville, Daniel Bumba, l'a annoncé ce mardi 21 avril à l'issue d'une descente effectuée dans le cadre de l'opération « Balabala eza wenze te ». Sur place, il a constaté l'occupation anarchique des voies publiques par des commerçants.

Face aux vendeurs, les échanges ont été directs. Plusieurs commerçants ont exprimé leurs inquiétudes liées à l'absence d'espaces immédiats pour poursuivre leurs activités.

« Nous comprenons la décision,

mais nous n'avons pas d'autres endroits pour travailler », confie une commerçante.

Le gouverneur, lui, est resté ferme sur la nécessité de libérer les voies publiques, tout en rappelant les alternatives prévues :

« Les avenues ne peuvent plus servir de marchés. La ville doit être assainie. Des espaces ont été prévus dans le nouveau marché pour accueillir les commerçants », a insisté Daniel Bumba.

Et d'ajouter : « Il s'agit du dernier avertissement. Dès ce soir, les étalages installés sur les avenues

d'aménagement. Le chantier, présenté comme une solution durable pour les commerçants du centre-ville, s'est achevé. Pour accompagner cette transition, Daniel Bumba Lubaki a annoncé la prorogation du délai de souscription pour l'obtention des emplacements dans le nouveau marché, désormais fixé au 28 avril prochain.

Une mesure qui vise à permettre à un plus grand nombre de commerçants de s'y inscrire, dans un contexte où la ville de Kinshasa veut tourner définitivement la page des marchés installés sur les avenues.

Josué Bengbazo

Ouverture de E New Balcon

Samedi 18 avril
2026 à 18 heures

Ejournal Kinshasa
Avril 2026

Bar, Resto, Radio, TV direct foot.
Grand choix des boissons et à
manger chaque jour à partir
de 12h à x heure.

LÉON XIV, ARRIVÉ EN GUINÉE ÉQUATORIALE, APPELLE AU «DROIT» ET À LA «JUSTICE»

Léon XIV est arrivé mardi 21 avril en Guinée équatoriale, dernière étape de sa tournée sur le continent africain. Lors de cette visite de trois jours dans ce pays fortement marqué par la foi catholique, le souverain pontife doit y rencontrer les autorités politiques et religieuses mais aussi le monde de la culture, visiter un hôpital psychiatrique ou encore une école du nom de son prédécesseur, François, mort il y a tout juste un an. Cela faisait 44 ans qu'un pape n'avait pas foulé le sol de la Guinée équatoriale, pays fortement croyant, où près de 75 % de ses deux millions d'habitants ont embrassé le catholicisme. Arrivé mardi 21 avril à la mi-journée à l'aéroport de Malabo, la capitale, Léon XIV a été accueilli par une fanfare et un tapis rouge qu'il a foulé aux côtés du chef de l'État, Teodoro Obiang Nguema.

Une visite « historique », a souligné le président guinéen. La dernière visite d'un souverain pontife, qui avait aussi été la première, s'était déroulée en 1982. Il s'agissait de Jean-Paul II. Dans ses premiers mots en espagnol réservés aux autorités, Léon XIV n'a d'ailleurs pas hésité à faire référence à son prédécesseur, note le média Vatican News, rappelant la responsabilité symbolique du chef de l'État, appelé à incarner les aspirations d'un peuple à plus de liberté, de justice et de dignité. Lors de ce discours dans le palais présidentiel, il a appelé les autorités du pays à « réexaminer » les « opportunités positives de se positionner sur la scène internationale au service du droit et de la justice ». Lors de cette visite de trois jours, l'évêque de Rome devra jouer un jeu d'équilibriste face à un président omnipotent, détenteur de la deuxième place du record de longévité.

« L'exclusion », nouveau visage de « l'injustice sociale »
Au Palacio del Pueblo de Malabo



(palais du Peuple, en espagnol), le pape a eu ses premiers mots pour les autorités, les représentants de la société civile et les membres du corps diplomatique. Énonçant sa vision du pouvoir et du développement, le pape a dénoncé « l'exclusion » comme étant le nouveau visage de « l'injustice sociale ». Une « économie de l'exclusion » dont il a pointé les dérives dans un système mondial où coexistent pauvreté extrême et accès généralisé aux outils numériques.

Attendu sur les terrains sensibles du pluralisme politique et des libertés publiques, Léon XIV a regretté que « le fossé entre une "petite minorité" – 1 % de la population – et la grande majorité » se soit « considérablement creusé », alors que le pays est englué dans une corruption endémique.

Les nouvelles technologies « semblent conçues et utilisées à des fins belliqueuses... et ne laissent entrevoir aucune amélioration des perspectives pour tous », a-t-il regretté.

Appel à la protection de l'environnement, des droits des populations et à la dignité du travail

Dans ce pays pétrolier, Léon XIV a aussi focalisé une partie de son discours sur l'exploitation des ressources naturelles. Le Saint-Père a dénoncé une logique

de spéculation qui néglige la protection de l'environnement, les droits des populations locales et la dignité du travail. « Dieu ne veut pas de cela. Son Saint Nom ne peut être profané à des fins de domination, l'arrogance et la discrimination : surtout, il ne doit jamais être convoqué pour justifier des choix et des actions de mort », a-t-il lancé.

Devant lui figurait notamment Teodorin Obiang, fils du chef de l'État et vice-président réputé pour son train de vie très luxueux qu'il exhibe sur les réseaux sociaux, dans un pays où la majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté. En 2019, il a été condamné par la justice française pour blanchiment et détournement de fonds publics.

Apparu le visage fermé, Léon XIV a ensuite parcouru à pied les rues du centre-ville, sous un important dispositif de sécurité, au milieu de centaines de fidèles. Un bain de foule qui lui a redonné le sourire. Ce mercredi, le pape enchaînera les vols, pour se rendre d'abord à Mongono, fief natal du président Obiang, puis à Bata, la capitale économique, où il visitera une prison et s'entretiendra avec des détenus.

LE GOUVERNEMENT COLLINET DOIT DÉPOSER SA DÉMISSION APRÈS LE CAMOUFLET DE M. SASSOU À L'INVESTITURE



Le 16 avril 2026, le Congo a amorcé une nouvelle République avec l'investiture de M. Denis Sassou Nguesso, dans un stade loin d'être plein, atteignant à peine les 3/4 de sa capacité à son pic du temps. Mais, après son discours jugé creux et sans relief, les milliards de fca décaissés pour corrompre n'ont pas empêché la population de l'abandonner avec ses hôtes et quelques 11972 personnes, notamment, les éléments des Forces armées congolaises en civil et en uniformes : un autre désaveu clair.

Investiture, entre vieux oripeaux et saupoudrage diplomatique.

M. Sassou a été investi sur fond de férule imposée aux Congolais. La cérémonie n'a pas démarré sur des chapeaux de roue, avec des ratés, signes avant-coureurs d'une prestation discursive qui s'est inscrite dans un remake sans surprise. L'allocution du «nouveau» président n'a pas fasciné sous le soleil de Brazzaville. Les sempiternels mots sont revenus, les promesses non tenues et sans effet immédiat ont été ressorties, lassant les Congolais à un point tel que beaucoup d'entre eux ont préféré quitter les lieux. Les

congolais, espéraient entendre des résolutions fermes, des engagements à tenir à court terme, dans les 100 jours à venir, la misère sociale à résorber avec un timing clair, la matérialisation de la fraternité et de la cohésion nationale par une action judiciaire de grande envergure...

Qu'est - ce que les congolais ont-ils retenu de la parole présidentielle ? Sont-ils en paix avec la certitude que leurs conditions de vie seront améliorées sous peu ? On en douterait !

La nouvelle mandature n'a pas le droit de grâce. Elle prétend accélérer la marche, mais l'exigence de ce rythme impose donc un renouvellement majeur des animateurs. Par conséquent, ACM même s'il veut rempiler devra logiquement déposer sa démission dès mercredi et laisser les administrateurs gérer les affaires courantes. La majorité des ministres ne sont pas en odeur de sainteté avec le peuple. Ils n'ont presque résolu aucune problématique ni apporté un semblant de bien-être aux Congolais. Jean Rosaire Ibara, Léon Ibombo et Cie sur lesquels nous plancherons prochainement ne diront pas le contraire.

De même pour Ingrid Ebouka

Babackas, son nom est associé de plusieurs scandales dans les ministères où elle est passée. Elle a appris de son mentor Bouya, qui a le bulletin de santé de M. Sassou, l'argent planqué çà et là, et Serge Oboa entre les mains : le contrat Chine-CFCO établi au nez et à la barbe de M. Sassou qui a donné un spectacle désolant à la gare du cfco de Brazzaville au cours duquel, ACM a crû mentir à Sassou et aux congolais (les images parlent d'elles même). Le scandale lié à l'attribution des marchés des véhicules à son frère avec des prestations non exécutées correctement, malgré les fonds perçus, en complicité avec son frère, ils ont acheté des dizaines de véhicules en occasion à Dubaï pour le recensement entaché d'incohérences au point de ne pas publier les résultats par village et sous préfecture, autant d'affaires creusent

les yeux des congolais (C.f. BRQ de la CID). Elle tient à repartir au Statistique pour sucer à nouveau les projets de la Banque mondiale par des mécaniques sophistiquées.

M. Sassou va-t-il continuer avec les mêmes qui risqueront de le détruire comme on le fit pour Marien Nguabi ? Hier, ils proclamaient à hue et à dia qu'ils étaient marxistes et révolutionnaires. Mais Nguabi qui les pratiquait, les qualifiait de « tortues à double carapace ». Il avait hésité à les sanctionner. Ces derniers avaient été plus rapides que lui au point de l'abattre. Aujourd'hui, avec leurs rejetons, ils ont trouvé deux terreaux pour assouvir leurs appétits égoïstes : la franc-maçonnerie (FM) et l'église. Dans la FM, ils parrainent des jeunes et adultes qui tous croient devoir rencontrer le grand Manitou en loge. Ce que décrivait Jean Beylot dans son livre « La Voie substituée ». Ils se disent Frères des lumières alors qu'ils détiennent des étouffoirs pour faire régner les ténèbres dans les loges et casser les lampadaires pour faire que la Cité congolaise soit complètement dans le noir. Alexis Vincent Gomez, propulsé récemment, est interpellé pour persuader ses frères et sœurs de quitter le gouvernement sans

problèmes s'ils veulent que leur affaire résiste aux secousses et intolérance rampante après le départ de leur Manitou. Ces mêmes personnes, véritables loups se glissent dans l'Église en agneau, manipulant le peuple pour accéder aux affaires. Là nous interpellons cette-fois, les vrais Hommes de Dieu de parler au peuple et au chef comme l'exigent : Esaïe (Es 58:1), Ephésien 5:11, I Timothée 5:20, Romain 12:9,19

Vers quel mode de gouvernance ?

Les appels à une refonte de la gouvernance se multiplient, certains plaidant pour une réinterprétation des valeurs démocratiques dans un contexte proprement africain ou au retour du socialisme Bantu de Massamba-Débat, en rupture avec les modèles occidentaux. Toutefois, la prégnance des réseaux rentiers, des logiques familiales et des affaires

non résolues laisse planer le doute sur la réelle capacité de l'État congolais à se dégager de ces schémas pour se concentrer sur la survie économique, éducative et sociale du pays. Modifier la constitution n'est pas vraiment la meilleure chose. Plutôt, il faut promouvoir des patriotes compétents, intègres et capables de proposer des politiques publiques efficaces afin de donner à l'économie Congolaise une pulsion réelle, des cadres dont la dévotion à la République trancherait avec les comportements véreux et immoraux des animateurs du quinquennat passé, des Hommes qui se consacrent à relever les secteurs essentiels comme la santé et l'éducation. Les milliards engloutis dans des cérémonies fastueuses, sans impact réel, auraient pu servir à améliorer la vie des populations. Le fiasco du 16 avril est patent, répétons-le.

Yves Castanou accoutumé aux grands événements, le MOPAP, Digne Elvis Okombi Tsalissan et l'incontournable Françoise Joly « la vipère » qui a pû ramener du beau monde à l'investiture, conviendraient avec nous que la pluie ou le soleil ne contraignent pas les gens à quitter le stade pendant les campagnes d'évangélisation ou les rencontres sportives intéressantes. Le message envoyé à M. Sassou est clair : le peuple attend des actes, pas des discours. Celui prononcé récemment est plus un discours de campagne qu'un discours d'investiture. À cette allure, il y a à craindre que le Congo accélère sa marche vers la chute totale et irréversible.

Ghys Fortune DOMBE BEMBA

RIVE GAUCHE

PROJET ROCADES À KINSHASA PRÈS DE 500 PERSONNES IMPACTÉES DÉJÀ INDEMNISÉES

Au moins 482 personnes impactées par le projet de route des Rocades ont déjà été indemnisées en trois vagues successives.

Le dernier paiement a été effectué mardi 21 avril à Kinshasa, au profit de 213 personnes.

Ces bénéficiaires ont reçu leurs enveloppes des mains de la Commission interministérielle du gouvernement chargée de l'indemnisation.

Le président de cette commission d'expropriation, Georges Koshi, a expliqué que les familles concernées ont suivi l'ensemble de la procédure, sous l'encadrement des membres de la commission.

A cette occasion, les bénéficiaires ont remis les originaux de leurs titres de propriété en échange des chèques correspondant aux montants négociés avec la commission.

Georges Koshi a également précisé que les opérations d'indemnisation se poursuivent progressivement, tout en appelant les propriétaires des parcelles impactées à régulariser leur situation foncière, condition indispensable pour bénéficier de cette indemnisation.

Au mois de mars dernier, Georges



Koshi avait conduit une campagne de sensibilisation auprès des habitants de l'avenue Ndjoku, dans la commune de Kimbanseke.

Considéré comme stratégique, le projet des Rocades vise à améliorer la mobilité urbaine et à désenclaver plusieurs zones de la ville de Kinshasa.

La construction de ces rocades, d'une

longueur totale de 72 kilomètres, a pour principal objectif de désengorger la capitale congolaise.

Ce projet, financé dans le cadre du programme sino-congolais, est exécuté par les entreprises chinoises CREC 4 et CREC 8, sous la coordination de l'Agence congolaise des grands travaux (ACGT).

SOCIÉTÉ

LE MALENTENDU DES MIGRANTS REFOULÉS DES USA

LIBRE OPINION



L'arrivée à Kinshasa d'un premier groupe de 15 migrants refoulés des États-Unis suscite une importante polémique dans l'opinion publique, qui estime que le gouvernement congolais n'a pas suffisamment communiqué sur le sujet. De ce que l'on sait, il s'agirait d'un accord conclu avec l'administration américaine pour accueillir "temporairement" des migrants expulsés par les Usa. Peu de précisions ont été données sur, notamment sa durée, les modalités de leur prise en charge, le nombre de personnes qui seront accueillies à terme, et surtout, l'intérêt de cet engagement pour la RDC.

La première ministre a indiqué (par maladresse ?) au cours d'une interview, où elle a semblé être mal à l'aise avec ce sujet, qu'il s'agissait d'un "service rendu".

Si les autorités congolaises paraissent gênées aux entournures, c'est parce qu'il s'agit d'une question sensible. La politique d'externalisation de l'accueil des migrants et du refoulement des irréguliers dans les pays tiers, qui a été initiée par certaines puissances occidentales, est mal perçue et très critiquée de par le monde. On se souvient de la réprobation générale qu'avait suscitée le "deal" qu'avait conclu le Rwanda avec le Royaume-Uni en échange d'une compensation financière. Plus particulièrement, la brutalité avec laquelle les services

d'immigration américains ont opéré les arrestations et les expulsions des étrangers avait été choquante.

Par ailleurs, la RDC est, elle-même, en proie à une crise de déplacés internes, victimes de la situation de guerre endémique qui sévit dans la partie est du pays. Crise à laquelle s'ajoute celle des milliers de réfugiés cycliques en provenance de certains pays limitrophes, comme la Centrafrique et le Sud-Soudan.

Certains commentateurs n'hésitent pas à rappeler que c'est la grande tradition d'accueil de la RDC qui est aujourd'hui à la base de ses malheurs dans l'est du pays. L'arrivée en 1994 des millions de rwandais fuyant les violences liées au génocide a fait le lit de l'instabilité et des affrontements armés qui ont plongé cette région dans le chaos, causant au passage plusieurs millions de victimes congolaises.

Vu tel quel, ce tableau a de quoi inquiéter, et même susciter une désapprobation dans l'opinion publique congolaise. Un chat échaudé craint l'eau froide, dit-on...

Cependant, au-delà des critiques légitimes et des inquiétudes fondées, il faut se poser une question fondamentale, qui est celle de l'intérêt. On dit que les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts. Ce concept, popularisé notamment par le

général De Gaulle, est au cœur de la géopolitique moderne. Alors quel intérêt pour la RDC dans cet accord sur les migrants ?

UNE LECTURE GÉOPOLITIQUE S'IMPOSE

Dans l'histoire de la RDC, les périodes de stabilité générale dans le pays représentent moins de la moitié de son temps d'existence.

Dès l'indépendance en 1960, jusqu'en 1968, le pays faillit éclater sous des événements tragiques : les sécessions katangaise et du Sud-Kasaï, l'occupation de la partie orientale par les forces fidèles à Lumumba après son assassinat, ainsi que la vaste rébellion muleliste qui secoua plus de la moitié du pays avec son alliance avec les simbas à l'est du territoire congolais.

Après cette époque trouble, il s'en suivra une période de stabilité de presque 28 ans (1968-1996), certes émaillée de brefs conflits, dont certains étaient marginaux (les deux guerres du Shaba, les attaques de Moba, les tentatives de putschs militaires controversées...) Mais, globalement le pays était stable et tout le territoire était sous le contrôle du pouvoir.

La particularité de cette période de paix et de stabilité est l'alliance stratégique qu'avait le pouvoir de Mobutu avec l'Occident, en particulier avec les Usa et la France. Le Zaïre était le point focal des intérêts des occidentaux en Afrique centrale, et ceux-ci lui garantissaient en retour un appui contre les actions de déstabilisation. D'où par exemple l'intervention militaire française à Kolwezi et celle du Maroc (avec un appui logistique occidental) lors des deux guerres du Shaba.

Mais, le basculement du monde après la chute du mur de Berlin, en novembre 1989, va changer la donne. Mobutu ne sut pas négocier ce virage pour garder ses alliances stratégiques dans un nouveau contexte où la guerre froide était dépassée après l'effondrement du bloc soviétique. Il ne sut pas s'adapter à l'exigence de l'ouverture démocratique prônée au sommet de La Baule en 1990 par le président François Mitterrand, qui lia désormais l'aide de la France à la démocratisation.

Au contraire, le pouvoir de Mobutu parut inapte à une transformation, poussif et manœuvrier dans ses initiatives, et dépassé face à une opposition revancharde et très active.

C'est au cours de cette période, en 1993, que va arriver au pouvoir l'administration démocrate de Bill Clinton aux USA. Ce dernier, qui avait une aversion pour Mobutu, va prendre

l'initiative d'une nouvelle politique en Afrique centrale. Ignorant le Zaïre, il va redistribuer les cartes dans la région au profit de l'Ouganda et de son protégé, le Fpr rwandais à majorité tutsi, qu'il va aider à prendre le pouvoir au détriment du pouvoir hutu, créant par ailleurs conditions du génocide.

La même année, Bill Clinton reconnaîtra le gouvernement angolais, que l'Amérique avait combattu auparavant à cause de son idéologie socialiste et sa proximité avec le bloc de l'est. Ce pays, riche en pétrole, va devenir au fil du temps un partenaire essentiel des Usa. Tous ces changements ont été effectués au détriment du Zaïre, dont l'intérêt stratégique semblait désormais amoindri.

Sans le totem d'immunité qu'était son alliance stratégique avec, principalement, les Usa et la France, le Zaïre était bon pour être assailli. Des appétits jaillirent aux frontières du pays, agitant la menace tant redoutée de la balkanisation du pays.

Le reste on connaît, le pays n'a plus connu de paix et de stabilité totale depuis les premiers assauts rwando-ougandais autour des années 1995-96, soit 30 ans d'agressions, de violation d'intégrité territoriale, de pillages de ressources naturelles et de violences indicibles, pour un bilan de plusieurs millions de morts.

REBÂTIR UNE STRATÉGIE D'ALLIANCES POUR PROTÉGER LES INTÉRÊTS DE LA RDC

Il est une vérité indéniable que les pays qui connaissent la paix et la stabilité ont développé des capacités de défense et de dissuasion. Cela conformément au principe qui voudrait que "pour être respecté il faut être craint".

Cependant, à moins d'être une puissance majeure, il est rare qu'un pays assure seul sa défense. La plupart de ces pays ont mutualisé leurs forces. C'est le cas notamment de l'OTAN, dont le rôle est d'assurer la défense commune des 32 pays européens membres de l'organisation.

C'est aussi le cas de l'OTSC, l'alliance militaire menée par la Russie, qui regroupe quelques anciennes républiques soviétiques, comme l'Arménie, la Biélorussie ou encore le Kazakhstan.

Au Moyen-Orient, les monarchies pétrolières se sont placées sous le parapluie américain et abritent plusieurs bases américaines sur leurs territoires dans le cadre des accords de défense.

On retrouve la même situation en Asie où, en dehors des puissances nucléaires que sont l'Inde et la Chine, les puissances économiques telles que le Japon, la Corée du Sud et Taïwan

sont sous alliance stratégique avec les Usa pour leur protection.

En Amérique latine, le "grand-frère" américain veille au grain et n'hésite pas à intervenir au grand jour lorsqu'il sent la situation lui échapper. C'est ce qu'il a fait récemment au Venezuela, et auparavant au Chili pour renverser le pouvoir de gauche de Salvador Allende, ou encore au Panama et à Grenade.

Quant à l'Afrique, partie du monde où l'instabilité bat son plein dans plusieurs zones, on notera que c'est le continent le moins organisé sur le plan de la défense commune. Dans un contexte où l'Union africaine peine à faire respecter sa charte, sans parler de son incapacité à imposer la paix sur de nombreux théâtres d'affrontements, les organisations régionales qui ont des velléités de défense commune, comme la Cedeao ou la Sadc, n'ont développé que des mécanismes rudimentaires, qui s'avèrent inopérants pour mobiliser efficacement les forces de défense mutuelle. Elles sont paralysées par les contradictions et les intérêts divergents des pays membres. On l'a vu avec l'incapacité de la Sadc à organiser efficacement et durablement une force militaire pour venir en aide à l'un de ses membres agressé, en l'occurrence la RDC.

On notera que la plupart des pays africains qui connaissent une longue stabilité sont tributaires d'alliances externes, qui sont soit des groupements d'intérêt transcontinentaux, comme le commonwealth, soit des alliances au parfum néocolonial qui persistent dans l'ancien pré carré français. D'ailleurs, des pays comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou le Gabon abritent des bases militaires françaises qui garantissent une protection contre les déstabilisations extérieures.

Depuis la perte d'intérêt stratégique de la RDC, le pays a été affaibli sur le plan militaire et désorganisé par les agressions. Il n'a dû sa survie que grâce à une coalition de quelques pays africains venus à sa rescousse en 1998, au moment où de son territoire étaient aux mains des rébellions d'obédience rwando-ougandaise, ainsi qu'au déploiement de la plus importante mission de paix de l'histoire de l'Onu. Mais aujourd'hui, le Zimbabwe, la Namibie et l'Angola ne sont plus dans les mêmes dispositions.

La RDC n'a trouvé aucun écho de solidarité auprès des pays africains. Bien au contraire, des présidents africains s'affichent main dans la main avec Paul Kagame, alors qu'il viole ouvertement la charte de l'Union africaine et qu'il envahit et pille son voisin. Chose inimaginable en Europe par exemple, où un dirigeant qui commettrait de tels actes contre un pays voisin serait mis

au ban des nations, sanctionné, voire défait par une coalition militaire.

Par conséquent, la RDC doit se trouver d'autres alliés pour assurer une dissuasion permanente, car la situation est très particulière : un territoire aux dimensions sous continentales, avec neuf frontières à protéger. Cela en fait un pays particulièrement vulnérable. Sa défense ne peut s'inscrire que dans une stratégie d'alliances et de coopération régionale. Sauf que certains de ces voisins sont des pays hostiles (cas du Rwanda, et dans une certaine mesure de l'Ouganda). Dans ces conditions, il est indispensable de muscler la stratégie d'alliances, avec des partenaires qui soient en mesure d'aider le pays à se débarrasser des obstacles à la paix et à la stabilité sur son territoire.

Alors que l'intérêt stratégique de la RDC est aujourd'hui retrouvée à la faveur des mutations technologiques et des menaces dues au changement climatique, qui nécessitent l'emploi dans les process industriels des minerais rares (dits critiques) dont regorge le Congo, l'heure est venue de rebâtir les alliances dans une stratégie globale visant à protéger les intérêts du pays, qui sont ceux de la paix et du développement. C'est à cela que doit servir en priorité le potentiel du Congo.

Les Usa, avec l'administration Trump, ont démontré leurs bonnes dispositions pour aider la RDC à atteindre cet objectif, alors même que la France, pays avec lequel le Congo partage la francophonie et une longue histoire d'amitié, manifeste visiblement sa préférence pour le pays hostile à la RDC qu'est le Rwanda. D'ailleurs, ce dernier pays a bénéficié d'appuis occidentaux qui lui ont permis de consolider son appareil militaire et de poursuivre ses objectifs hégémonistes en violant en toute impunité le droit international.

Les alliances stratégiques sont incontournables dans le contexte géopolitique actuel. Même le tout puissant Israël a besoin de l'appui des USA pour atteindre ses objectifs militaires à ses frontières et au Moyen-Orient.

Alors, au moment où plusieurs pays africains ont conclu des accords avec les Usa pour accueillir des migrants refoulés (Ghana, Cameroun, Guinée équatoriale etc) peut-on mettre dans la balance "un service rendu" temporairement (dans le respect de la souveraineté et des droits humains) et l'avenir de 120 millions de congolais, qui ont plus que besoin de paix et de développement après 30 ans de violences et déstabilisation ?

Charles KABUYA

PLUS DE 50 MUSICIENS CONGOLAIS SONT INSTALLÉS À PARIS



C'est en décembre 1966 que voit le jour, en Europe - précisément à Bruxelles -, le premier orchestre congolais établi sur le Vieux Continent.

Il s'agit du Yéyé National, une formation composée essentiellement d'étudiants congolais, marquant ainsi les premiers pas d'une présence musicale organisée de la diaspora.

Bien avant cette structuration, une première expérience, plus circonstancielle, avait eu lieu en 1960, lorsque Grand Kallé monta, à la hâte, un orchestre pour accompagner les travaux de la Table ronde de Bruxelles.

Entre 1960 et 1970, plusieurs formations congolaises effectuent des séjours ponctuels en Europe, principalement pour des sessions d'enregistrement. Ces déplacements, bien que limités dans le temps, donnent lieu à des productions marquantes

et contribuent à l'exportation progressive de la rumba congolaise.

Parmi les orchestres les plus en vue de cette époque figurent African Jazz, OK Jazz, African Fiesta, portés respectivement par Grand Kallé, Franco Luambo, Tabu Ley Rochereau et Nico Kasanda. Ces groupes, solidement implantés à Kinshasa et au-delà, dominent alors la scène musicale congolaise.

À partir des années 1970, une nouvelle dynamique s'enclenche : c'est la ruée vers l'Europe. Les artistes congolais s'y rendent pour diverses raisons : percevoir leurs droits d'auteur auprès de la SABAM, enregistrer de nouvelles œuvres, acquérir du matériel musical ou encore se produire sur scène.

L'année 1970 marque d'ailleurs un tournant décisif : Tabu Ley Rochereau ouvre la voie à une véritable reconnaissance internationale en se produisant sur la scène mythique de Olympia,

une performance entrée depuis dans l'histoire de la musique africaine.

Syndrome de la disparition...

Depuis lors, les groupes musicaux congolais n'ont cessé de multiplier les tournées en Europe, consolidant progressivement leur ancrage sur le Vieux Continent.

Après son incarcération, Franco Luambo fait le choix, avec une partie de ses musiciens, de s'installer en Belgique. Dans son sillage, plusieurs formations telles que Zaïko Langa Langa, Empire Bakuba ou encore Viva la Musica vont, à leur tour, effectuer de longs séjours en Europe, entre tournées, enregistrements et installations plus ou moins durables.

À partir des années 1990, un autre phénomène émerge : celui des défections en série. De nombreux musiciens quittent leurs orchestres pour s'orienter vers des activités commerciales, souvent dans la débrouille, devenant des figures

familiales dans certaines rues de Bruxelles.

Cette vague de départs fragilise considérablement l'ossature de plusieurs groupes, déjà éprouvés par la disparition de leurs leaders historiques. Ainsi, des formations emblématiques comme OK Jazz, après la mort de Franco Luambo, mais aussi Viva la Musica, Empire Bakuba ou encore Victoria Eleison, peinent à survivre à la disparition de leurs pères fondateurs.

Dans ce contexte de recomposition, plusieurs artistes rebondissent en se lançant dans des carrières solo, souvent par

nécessité de survie artistique.

Aujourd'hui, on estime qu'une importante communauté de musiciens congolais vit à Paris, dont une grande partie est issue de l'ancienne génération liée notamment au OK Jazz, devenu davantage un héritage symbolique qu'une formation active, la plupart de ses membres ayant disparu.

Les plus jeunes, quant à eux, s'adaptent autrement : création de petits groupes d'animation pour soirées, travail en studio comme musiciens d'accompagnement (requins de

studio), ou reconversion totale dehors du secteur musical.

Dès lors, une question s'impose, presque douloureuse : Paris est-elle devenue le "cimetière" des musiciens congolais ? La formule peut sembler excessive, mais elle traduit une réalité troublante, celle d'un exil artistique où les rêves de carrière internationale se heurtent souvent à la précarité, à l'oubli et à l'effritement des grandes épopées musicales d'antan.

À suivre.

Depuis Paris

Jean Pierre Eale ikabe

REDDY ET AMAZONE FUMENT LE CALUMET DE LA PAIX



Legende henry wanya Reddy, Michel kabeya et Amazone

Le différend entre Reddy Amisi et Marie Rose Amazone autour de l'interprétation des œuvres de Papa Wemba est désormais apaisé.

Grâce à la médiation de proches du défunt, notamment Michel Kabeya et Henri Wanya, les deux parties ont finalement privilégié le dialogue et la sagesse. La réconciliation a été scellée le

21 avril au domicile de Michel Kabeya.

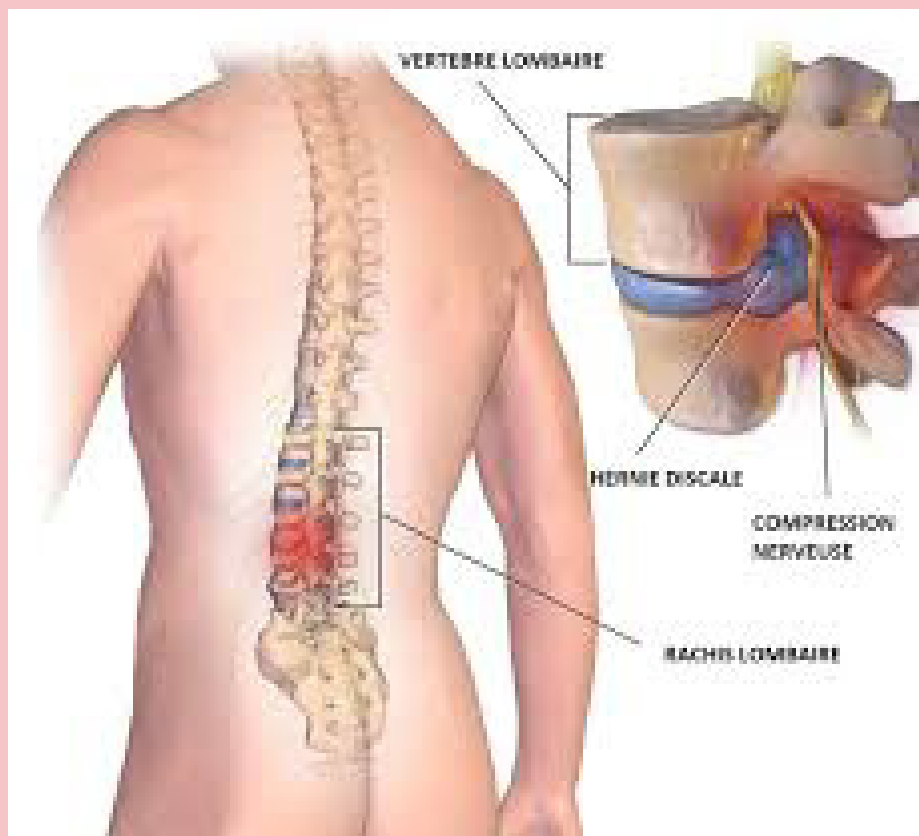
Pour rappel, la famille de Papa Wemba s'opposait à ce que Reddy Amisi interprète gratuitement les œuvres de l'artiste sans contrepartie financière. Une position que le chanteur contestait en invoquant la dimension universelle de l'héritage musical que représente

la discographie de celui qui fût son mentor.

Aujourd'hui, la réconciliation est actée, les protagonistes ayant choisi de dépasser leurs divergences dans un esprit d'apaisement et de fraternité.

Jean Pierre Eale iKabe

QU'EST-CE QU'UNE HERNIE DISCALE ?



Les hernies discales sont des saillies des disques intervertébraux, qui se forment lorsque ces disques sont soumis à une pression trop élevée. Une hernie peut ne provoquer aucun symptôme, mais elle est le plus souvent à l'origine d'une douleur dorsale (lumbago) ou des membres (sciatique, cruralgie, névralgie cervico-brachiale) lorsqu'elle comprime une racine nerveuse qui sort de la colonne vertébrale. Elles guérissent le plus souvent spontanément en quelques semaines.

Comment surviennent les hernies discales ?

On parle de hernie discale lorsqu'une partie d'un disque intervertébral (voir encadré ci-dessous) fait saillie dans le canal où passe la racine d'un nerf issu de la moelle épinière. Cette saillie est due à une fissure ou une rupture de l'enveloppe fibreuse du disque. Elle comprime la racine nerveuse qui passe à proximité et entraîne des douleurs.

Le plus souvent, le disque intervertébral fait saillie de manière intermittente et les symptômes sont passagers (c'est un « épisode aigu »). Dans certains cas, la saillie devient permanente et on parle alors de hernie discale chronique.

Dans 90 % de cas, les hernies discales surviennent au niveau des vertèbres lombaires (en particulier entre la 4e et la 5e vertèbres lombaires, ou entre la 5e lombaire et la 1e vertèbre du sacrum) et les symptômes concernent le bas du dos et/ou une jambe (lumbago et douleur sciatique). En effet, ce sont les disques situés entre les vertèbres du bas du dos qui sont soumis aux plus fortes pressions.

Dans 8 % des cas, la hernie discale survient au niveau des vertèbres cervicales (entre la 5e et la 6e, ou entre la 6e et la 7e) et provoque des douleurs dans une épaule et un bras («névralgie cervico-brachiale»). Les hernies discales au niveau du thorax sont rares. Le mécanisme de

survenue d'une hernie discale

La colonne vertébrale est constituée de vertèbres séparées par des disques souples, les disques intervertébraux. Chaque disque se compose d'une enveloppe fibreuse contenant un cœur pulpeux (le « nucleus pulposus »). Ces disques souples mais résistants, riches en eau, assurent l'amortissement des chocs et la souplesse de la colonne vertébrale.

La partie frontale des disques (celle qui est disposée vers l'avant du corps) est en contact avec le canal où passe la moelle épinière et les racines des nerfs qui en sortent. Selon leur position sur la moelle épinière, ces nerfs innervent la tête, le cou, les bras, le torse, le ventre, le bassin et les jambes.

Quelles sont les personnes à risque d'hernie discale ?

Certaines personnes sont davantage exposées au risque de souffrir de hernie discale :

- les personnes dont l'activité professionnelle les expose à des efforts répétés au niveau de la colonne vertébrale (port de charges, travail nécessitant de se baisser fréquemment, etc.) ou celles qui passent des heures à conduire (commerciaux, routiers, etc.).

- les athlètes dont les disques sont soumis à des pressions intenses et répétées, parfois de manière asymétrique.

- les personnes sédentaires dont le dos et les abdominaux ne sont pas assez musclés.

- les personnes de grande taille ou celles qui ont une mauvaise posture (dos courbé).

- les femmes enceintes.

- les personnes qui ont une prédisposition familiale.

- les personnes obèses.

- les fumeurs.

Sous le patronage de Son Excellence Émile Ngoy KASONGO
à l'occasion de



**Anniversaire de
l'indépendance**

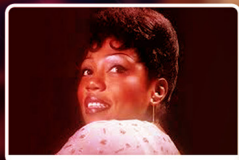
**L'ambassade de la Rdcongo
organise**

du **24** au **30** Juin

**Semaine gastronomique et
culturelle congolaise**

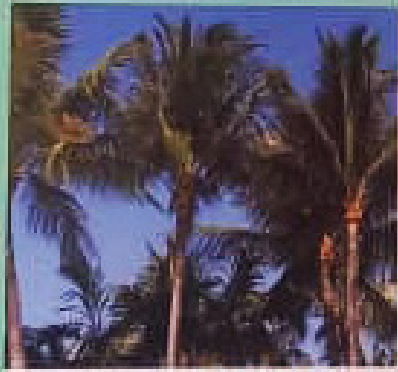
Au programme : Conférence, Exposition, Gastronomie,
Concerts

 32 cours Albert 1^{er}, 75008 Paris

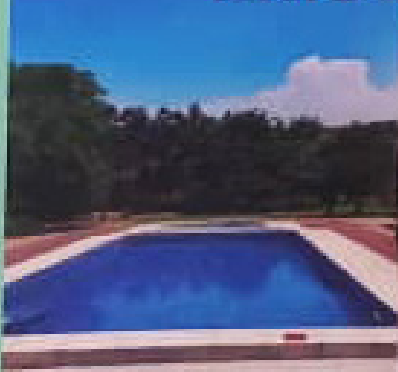




Enka Beach



ENKABEACH



Attraction Touristique à Nsele

NOUS CONTACTER

Tél. 0818 962 851

Numéro 1, avenue Émile Ngoy
Nsele - Congo-Kinshasa

VERON-MOSENKO BIENTÔT PRESIDENT DE LA FECOFA ?



Après sa démission immédiate à la Confédération africaine de football (CAF), le désormais ex-secrétaire Véron Mosengo-Omba a donné un aperçu de son mandat en tant que numéro deux de cette

organisation. D'origine RD-congolaise et de nationalité Suisse, Véron Mosengo-Omba a indiqué « vouloir s'atteler à des projets plus personnels liés au développement du football en RDC. »

Certains observateurs

iraient même à nous confirmer que le désormais ex-secrétaire général de la CAF viserait un poste à la tête de la Fédération congolaise de football (Fecofa). Ils

renseignent qu'il est soutenu dans cette démarche par le président de la FIFA, Gianni Infantino.

Sa démission à la CAF intervient après les tensions de la récente Coupe africaine des nations (CAN). Remportée par le Sénégal, la CAF a décidé de la décerner, plusieurs jours plus tard au Maroc qui a dû faire recours.

Cette situation n'étant pas encore réglée, la décision finale revient au Tribunal arbitral du sport (TAS) qui est, en ce moment même, en train d'examiner les questions liées aux incidents survenus lors de ladite finale.

PROLONGATION

E.K

APRÈS LE DÉPART DE VÉRON-MOSENKO LE CAS SENEGAL-MAROC BIENTÔT STATUER ?

Après le départ de Véron Mosengo-Omba, secrétaire général de la Confédération africaine de football (CAF), plusieurs réformes ont été annoncées, notamment sur l'arbitrage. C'est à l'issue d'une réunion tenue au Caire par le comité exécutif de ladite organisation que cette décision a été prise.

Le président de la CAF, Patrice Motsepe, a annoncé, lors de la conférence de presse qui a suivi la fin du comité exécutif, sa visite prochaine au Sénégal, puis au Maroc. Le but étant de réconcilier deux nations que la récente CAN a beaucoup éloignées. « Nous n'allons pas permettre que le football divise nos peuples, apportant du stress et des tensions. Bien au contraire, le

football doit unir nos peuples. La CAF et moi sommes déterminés à nous assurer que ces excellentes relations, ces relations historiques entre le peuple du Sénégal et du Maroc, continuent de se développer et que ces liens continuent de se renforcer », a-t-il déclaré.

Dans son intervention, le dirigeant sud-africain n'a pas manqué d'évoquer les différentes réformes qui seront d'envergure bientôt. « La CAF met actuellement en œuvre des réformes structurelles importantes afin de renforcer la confiance envers les arbitres, les opérateurs VAR, les commissaires de match ainsi que les instances juridictionnelles de la CAF », a-t-il affirmé.

Et d'ajouter : ces ajustements permettront également d'éviter



PROLONGATION

que les incidents inacceptables observés lors de la TotalEnergies CAF coupe d'Afrique des Nations Maroc 2025 ne se reproduisent. Il a aussi annoncé que la CAN, qui se jouera désormais tous les quatre ans à partir de 2028, comptera 28 équipes au lieu de 24.

Espérant KALONJI

LES LIGUES APPELLENT AU RESPECT DES INSTITUTIONS ÉTABLIES



Les présidents de ligues provinciales de Karaté-Do de la RDC, réunis en session extraordinaire, ont dénoncé une crise persistante au sein de la Fédération de Karaté-Do du Congo, marqué par la violation des statuts, la tenue d'assemblées illégales et le mépris des décisions judiciaires réhabilitant le président légitime. La déclaration a été lue par le président de la ligue du haut-katanga, Paul Oger Mbayo devant la presse après cette rencontre.

Les présidents de ligues rappellent que la suspension dudit président a été annulée par la justice, rendant toute initiative contraire non valide.

En effet, ces derniers interpellent les autorités politiques, judiciaires et sportives pour garantir le respect des décisions de la justice, mettre fin à l'anarchie institutionnelle et reconnaître uniquement les instances légalement établies.

«Nous, présidents des ligues de

Karaté-Do de la RDC, membres du bureau fédéral de la FEKACO, réunis en session extraordinaire, en présentiel comme en visioconférence et ce conformément au statut de la spécialement en ces articles quarante-quatre et cinquante-deux au regard de la crise persistante qui secoue la fédération de karaté d'eau du Congo prenons en témoin l'opinion nationale et internationale ainsi que toutes les autorités compétentes sur la gravité des dérives observées. Un constat grave et préoccupant. Depuis plusieurs mois, la Fekaco est confrontée à une crise artificiellement entretenue caractérisée par la violation délibérée des statuts et règlement de la fédération», a-t-il déclaré devant la presse

Avant d'ajouter :

« La tenue d'assemblée illégale, notamment celle du vingt-deux décembre deux-mille-vingt-cinq et du dix avril deux-mille-vingt-six en contradiction flagrante avec les

textes. Le mépris des décisions judiciaires définitives ayant réhabilité le président fédéral légitime. La persistance d'un bicéphalisme de fait pourtant atteinte à l'image du karaté congolais. Ces faits déjà dénoncés par d'autres canons ont aujourd'hui atteint un niveau critique mettant en péril l'existence même de notre discipline. Deux, rappel des faits et de la légalité. Nous rappelons avec force que la prétendue suspension du président de la fédération sur fond de laquelle une prétendue assemblée générale pourrait être envisagée a été annulée par la justice et dont l'arrêt du second degré a confirmé l'oeuvre du premier juge».


Pour ces présidents, l'auteur de ce putsch veut ternir l'image du premier sportif congolais en piétinant les textes qui régissent la fekaco et les lois du pays sous forme de trafic d'influence. Ce qui est contre la vision du chef de l'état qui prône l'état de droit. Les présidents de ligues considèrent ces actes comme une atteinte grave à l'état de droit, à sportive et à l'unité du karaté congolais. Et interpelle les autorités pour cette situation.

Le Comité fédéral de cette fédération encourage les partenaires et les sponsors à faire preuve de prudence et à assumer leurs responsabilités en ne soutenant pas des initiatives illégitimes. mais de réaffirme son engagement envers la légalité et le président fédéral légitimement réhabilité. Il se déclare déterminé à contrer toute tentative de déstabilisation et se réserve le droit d'agir légalement contre les dérives.

Fiston MOKILI

GÉRARD DROUOT PRODUCTIONS PRÉSENTE

ONE NIGHT. ONE KING. ONE STAGE.



FALLY
I PUPA

2.5.26 | STADEFRANCE

GDP.FR

STADEFRANCE.COM

LEGENDA LEGENDISSIMUS

KOFFI



BRUXELLES

STADE

ROI BAUDOIN

12.07.26



C O N F E R E N C E D E P R E S S E

Vendredi
1er
Mai 2026
15H

★★★★★
BE 87310177724294
MONKISHEME
YULUPA OLIVIER
50€
★★★★★

SUR LE
Podium
à BRUXELLES

JOSSART NYOKA LONGO

AU PROGRAMME :

Welcome drink, intermède musical,
Présentation des artistes, Jeu de
questions et réponses avec le Public,
Buffet promenade culinaire.

Place de la rumba, de la danse dans la
musique congolaise. La polémique dans la
musique congolaise. le Featuring.
intermède photo de famille

ROTONDE RUE DOYENNÉ 96-98 1180 UCCLES

PLAYTWOLIVE, SOLDOUT SERVICE, W RECORD & CHARLES TABU PRESENTENT

ZAIKO LANGA LANGA & JOSSART NYOKA LONGO



ZENITH
PARIS LA VILLETTE

24 AVRIL 2026

OUVERTURE DE LA BILLETTERIE : 16 JANVIER 2026 À 10H

playtwo live

KON7ION

S/O SOLD OUT SERVICES

JL

Charles Tabu

W RECORD

HUGUES PERLIN

SANAA

HORIZON GROUP

BRANDON STALLS